

## Consultations pour la formation du nouveau gouvernement

Page 2

## LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4732 - Lundi 18 mars 2019 - Prix : 10 DA

Djamel Belmadi, sélectionneur national

«La convocation de Mbolhi n'était pas prévue»

Page 24

Craintes d'un excédent de l'offre cette année

## Vers une prolongation de l'accord de l'Opep

Page 3

Gilets jaunes, toujours là à battre le pavé

Par Mohamed Habili

Quatre mois après leur premier samedi de mobilisation du 17 novembre 2018, les Gilets jaunes ont tenu à frapper d'un sceau particulier leur mobilisation de samedi dernier, d'autant qu'il coïncide à un jour près avec la clôture du Grand Débat national initié par Emmanuel Macron, conçu à la fois comme une réponse pacifique et une alternative à leur mouvement. La casse a été au rendez-vous, ou de retour pour parler plus clairement, non pas directement de leur fait d'ailleurs mais de groupes anticapitalistes libertaires (les black blocs notamment, grands amateurs de ce genre de sport, pour certains venus de l'étranger pour s'y livrer, qui ont mis à sac des magasins de luxe des Champs Elysées), mais non moins toutefois la mobilisation à Paris, largement supérieure à ce qu'elle avait été le samedi d'avant. Cette mobilisation accrue s'est voulu un démenti aussi convaincant que possible à l'affirmation que le mouvement était dans un tel état d'affaiblissement qu'il n'en resterait bientôt plus rien. De ce fait, elle marque un tournant, le début du renouvellement du mouvement, qui promet d'autres formes de lutte, mais tout autant, la «reconquête» des ronds-points, d'où il est parti, mais d'où par la suite il a été délogé. On voit donc que quatre mois plus tard, non seulement le mouvement ne s'est pas essouffé, mais qu'il n'est pas près de l'être. Tout porte à penser qu'il sera encore là dans les semaines et peut-être même les mois à venir.

Suite en page 3

Consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement

## Bedoui face au refus de dialogue des syndicats



PH/D. R.

Les consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement commencent mal, faute de réponse favorable de certains syndicats ayant décliné l'invitation de Nourredine Bedoui. Lire page 2

Banque d'Algérie

Le taux des réserves obligatoires des banques relevé à 12%

Page 5

Théâtre d'Oran

«Arlequin, valet de deux maîtres» en hommage à Alloula

Page 13

Consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement

# Bedoui face au refus de dialogue des syndicats

■ Les consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement commencent mal, faute de réponse favorable de certains syndicats ayant décliné l'invitation de Nourredine Bedoui.

Par Meriem Benchaouia

L'intersyndicale de l'éducation nationale et le Syndicat des praticiens de la santé publique ont refusé de prendre part aux consultations, lancées par le Premier ministre, Nourredine Bedoui, en vue de former un nouveau gouvernement. Dans un communiqué rendu public, hier, le partenaire social du secteur de l'éducation a justifié son refus en indiquant qu'« aucune voix ne peut être au dessus de la voix du peuple » et en expliquant que « le devoir national nous impose de tenir à nos décisions et propositions annoncées dans nos précédentes communications ». Les six syndicats signataires du communiqué ont exprimé leur entière adhésion au mouvement populaire qui demande des changements politiques dans le pays. Outre les syndicats de l'éducation, celui des praticiens n'a, à son tour, pas voulu hono-

rer l'invitation de Nourredine Bedoui. Sur sa page facebook, le président du SNPSP, M. Lyes Merabet, a annoncé : « le Syndicat nationale des praticiens de la santé publique refuse l'invitation du Premier ministre de participer aux consultations, les considérant comme un détournement des revendications des Algériens, une violation à sa cohésion et à l'unité de ses rangs ». Il est à rappeler que, le Premier ministre Nourredine Bedoui a entamé avec le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, des consultations tendant à la formation du nouveau gouvernement de « compétences nationales avec ou sans affiliation politique », à la lumière des orientations du président de la République Abdelaziz

Bouteflika, selon une source bien informée. La nouvelle équipe gouvernementale comporterait, précise la même source, « des compétences nationales

avec ou sans affiliation politique et reflétant de manière significative les caractéristiques démographiques de la société algérienne ». Une séance de travail, tenue par MM. Bedoui et Lamamra, a porté notamment sur la structure du prochain gouvernement. Les consultations en cours s'étendront aux représentants de la société civile et aux formations et personnalités politiques qui en exprimaient le souhait en vue d'aboutir à la mise en place d'un « gouvernement de large ouverture », précise également cette source. Par ailleurs, la Corporation médicale (ordre des médecins, organisations professionnelles, syndicat, sociétés savantes) ont appelé à une marche des blouses blanches, demain 19 mars. « La corporation médicale plus que jamais interpellée par la situation inédite que travers notre pays, est appelée à manifester son engagement et sa solidarité en participant massivement dans toutes



PHOTO: R.

les grandes villes du pays, à la marche des blouses blanche » peut-on lire dans un appel signé par le Conseil national de l'ordre

des médecins et le Syndicat national des praticiens de la santé publique.

M. B.

La Protection civile dresse son bilan annuel

## 17 000 feux de forêt et plus de 19 000 noyades

Le bilan est lourd. Près de 17 000 feux de forêt et plus de 19 000 noyades, dont la majorité des victimes sont des enfants, ont été enregistrés par les services de la Protection civile durant la période estivale 2018. Ainsi, les services de la Protection civile ont enregistré, en 2018, un total de 50 548 cas de noyade, dont 88 décès parmi lesquels 50 cas ont été enregistrés dans les plages interdites.

Le grand nombre de noyades connu en 2018 avait été enregistré dans les plages interdites à la baignade selon le chargé de la communication à la DGPC, le colonel Achour Farouk. Pour ce qui est de la baignade dans les réserves d'eau, le phénomène ne cesse de se généraliser à travers le territoire national, non sans provoquer des morts annuellement malgré les multiples campagnes de sensibilisation menées durant cette période. « A ce titre, 105 décès ont été recensés, dont la majorité des victimes sont des enfants », a précisé le chargé de la communication à la DGPC, le colonel Achour Farouk, au cours d'un regroupement régional des directeurs de 24 wilayas du centre et de l'est du pays, organisé au siège de la direction de Bouira. Afin de lutter davantage contre ces phénomènes, la Direction générale de la Protection civile prévoit de lancer, au cours du mois de mai prochain, une vaste campagne à travers l'ensemble des wilayas du pays pour sensibiliser sur les dangers de la mer, ainsi que sur la prévention des feux de forêt et de récoltes, ainsi que sur les risques liés à l'empoisonnement scorpionique et les accidents de la route, a expliqué le même responsable. Selon la même source,

ce, les unités de la Protection civile ont effectué précisément 16 883 opérations d'extinction de feux de forêt au niveau national. Ces incendies ont causé des dégâts évalués à 1 739 hectares de forêt, 4 118 ha de maquis, 5 246 ha de broussailles et 5 679 ha de récolte, ainsi que 7 900 palmiers

et 61 000 arbres fruitiers, selon toujours les statistiques données par la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Le chargé de la communication à la DGPC, le colonel Achour Farouk a assuré que le nombre des colonnes mobiles de la protection civile augmenterait pour atteindre 37 colonnes en 2019, alors qu'en 2018 le nombre était de 27 colonnes mobiles. « Il y a dix nouvelles colonnes qui ont

été créées cette année pour lutter contre les incendies de forêt, dont une colonne mobile est destinée pour les wilayas de Biskra et Ghardaïa afin de protéger les palmeraies du sud du pays », a précisé le chargé de la de la communication à la DGPC au cours de cette rencontre.

### Les plages sécurisées atteindront cette année le nombre de 440

Afin de lutter davantage contre les feux de forêt et protéger les plages au niveau des différentes wilayas du pays, trente-sept colonnes mobiles et 3 000 agents saisonniers supplémentaires de la Protection civile seront déployés durant la période

estivale de l'année en cours. « Nous avons également renforcé notre dispositif humain par 3 000 agents supplémentaires pour 2019, afin de protéger et surveiller les plages et sécuriser les baignades en période estivale, notamment au niveau des plages ainsi que des points d'eau pour les wilayas intérieures », a-t-il ajouté. De son côté, le lieutenant-colonel Lahiani Said, directeur divisionnaire des opérations à la DGPC, a fait savoir, au cours du même point de presse, que le nombre des plages sécurisées allait augmenter cette année pour atteindre jusqu'à 440 plages. « En 2018, le nombre de plages sécurisées et surveillées était de 409 plages, cette année le nombre a augmenté jusqu'à 440 plages, ce qui a nécessité le

renforcement du dispositif humain par 3 000 agents saisonniers supplémentaires », a tenu à préciser le même responsable. « Je profite de cette occasion afin d'appeler et de sensibiliser les parents et les familles des estivants à éviter la baignade dans ces plages rouges qui ne répondent pas aux normes de sécurité et de prévention », a insisté le colonel Achour Farouk. « La direction générale de la Protection civile a aussi renforcé le dispositif matériel via le déploiement d'un nombre important de nouveaux camions d'intervention afin de lutter contre les incendies de forêt », a expliqué à la presse le lieutenant-colonel Lahiani.

Louiza Ait Ramdane

Pour éviter un blocage des institutions après le changement

## Abderrahmane Mebtoul donne cinq scénarios possibles

Le spécialiste en questions économiques et stratégiques, Abderrahmane Mebtoul, a avancé hier cinq scénarios possibles afin d'éviter un blocage des institutions en cette période cruciale où se confirme le départ à la tête de l'Etat du président Abdelaziz Bouteflika et cela après quatre mandats successifs. Après la confirmation du départ du président Abdelaziz Bouteflika, une question se pose de savoir s'il n'existe pas de sérieux risques de blocage institutionnels après le changement à la tête de l'Etat. A cette question, le spécialiste en questions économiques et stratégiques Abderrahmane Mebtoul a avancé cinq scénarios possibles dont il tient à observer qu'« ils ne demandent pas de solutions juridiques ». En effet, lors de son intervention dans une émission

de la Radio nationale, Abderrahmane Mebtoul a rappelé que « de 1963 à 2016, les différentes Constitutions ont été rarement appliquées, tout comme, souligne-t-il, nous avons assisté à des suspensions de Constitutions, de 1965 à 1975, raison pour laquelle il faut éviter le juridisme, la crise étant avant tout politique ». Présentant son premier scénario, l'invité de la radio a noté que celui-ci favoriserait l'institution d'un « Etat d'exception », ce qui, indique-t-il, n'est pas souhaitable, « sauf crise majeure visant à préserver l'unité de l'ANP et des services de sécurité ». La symbiose de l'armée avec le peuple algérien pourrait, souligne-t-il, contribuer à éviter les « drames des années passées ». Le second scénario, poursuit-il, consisterait à aller vers

l'élection présidentielle, après la démission de l'actuel chef de l'Etat, le président du Sénat étant chargé de la transition, après analyse de tous les impacts de cette option et en privilégiant la sécurité nationale. Pour ce qui concerne le troisième scénario, le spécialiste en questions économiques et stratégiques a fait appel à l'article 102 de la Constitution donnant le pouvoir au président du Sénat d'organiser cette élection. Pour ce qui a trait au quatrième scénario, l'invité de la rédaction met en avant le report d'élections qui doivent être fixées à une date précise « ne dépassant pas une année », avec une période de transition et la promesse de l'actuel président de ne pas briguer un cinquième mandat. Ce dernier, indique-t-il, doit être entouré d'un Comité

des sages « non partisans, émanant de la société (...) qui était dans la rue », ainsi que d'une instance de surveillance des élections composée de divers partis de la société civile, le ministère de l'Intérieur se chargeant des seuls aspects logistiques. Après le départ de l'ancien président, l'intervenant met en avant la constitution d'un gouvernement de technocrates, avec la mise sur table de toutes les revendications populaires, « afin de réaliser la transition politique et économique ». En conclusion, il appartiendra, relève-t-il, au nouveau président de réviser la Constitution, de dissoudre les Assemblées élues et de s'attacher à entreprendre la transition démocratique.

Thinhinene Khouchi



Craintes d'un excédent de l'offre cette année

# Vers une prolongation de l'accord de l'Opep

■ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole estime que la demande de ses bruts sera de 30,46 millions de barils par jour en moyenne, 130 000 barils de moins que sa projection de février et moins que sa production actuelle.

Par Meriem Benchaouia

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole semble se préparer à une prolongation de son accord d'encadrement de la production, qui soutient les cours depuis le début de l'année.

Dans son rapport du mois de mars publié à Vienne, l'Opep a réduit sa prévision de la demande pour ses bruts cette année en raison de la forte hausse de la production de la concurrence, justifiant d'étendre au-delà de juin prochain, l'accord d'encadrement de la production en vigueur depuis le début de 2019. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) estime que la demande de ses bruts sera de 30,46 millions de barils par jour (MBJ) en moyenne, 130 000 barils de moins que sa projection de février et moins que sa production actuelle. L'Opep, regroupant les membres de l'Organisation et leurs alliés, en particulier la Russie, s'emploie à réduire sa production de 1,2 MBJ, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une période étalée sur six mois. «Même si la demande pétrolière doit augmenter à un rythme modéré en 2019, elle reste bien en deçà de la forte croissance attendue dans la prévision de l'offre hors-Opep de cette année», lit-on dans le rapport. «Cela souligne la responsabilité partagée par tous les pays producteurs participant à l'accord de réduction de la production, d'éviter une rechute du déséquilibre et de continuer à préserver la stabilité du marché pétrolier en 2019», a-t-on ajouté de même source. Compte tenu de la prévision de la demande annuelle, le rapport laisse penser que le marché se retrouvera avec un «léger excédent» de l'offre cette année,



si l'Opep continue ses extractions au rythme du mois de février dernier, face à une concurrence, en particulier américaine, qui ne cesse d'augmenter sa production. L'Opep prévoit ainsi que les producteurs non membres, augmenteront leur production de 2,24 MBJ cette année, soit 60 000 de plus qu'anticipé précédemment. Jeudi, les cours du pétrole ont clôturé en ordre dispersé, tiraillés entre les inquiétudes liées à l'économie chinoise et britannique, et un rapport américain sur les stocks favorable la veille. S'agissant de la Chine, la production industrielle s'est tassée sur les deux premiers mois de 2019. Concernant le Brexit, l'avenir s'annonce flou pour le Royaume-Uni malgré l'approbation jeudi par les députés d'une motion prévoyant un report de la

sortie de l'Union européenne. Le cours du Brent peinait également à reprendre le chemin de la hausse alors que selon des médias américains la rencontre entre le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping a été repoussée au mois d'avril au plus tôt. Le pétrole coté à New York a, pour sa part, été soutenu par un rapport publié la veille par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks américains. Les réserves américaines de brut ont reculé de 3,9 millions de barils la semaine dernière, selon ce même document. Actuellement, le marché peine à trouver une direction forte, entre baisses volontaires des exportations de l'Opep, perturbations liées à la géopolitique en Iran ou au Venezuela, production record

aux Etats-Unis et risque d'une croissance de la demande en berne avec la faiblesse de l'économie mondiale. Certains des représentants de l'Opep sont réunis ce dimanche avec leurs partenaires à Bakou, en Azerbaïdjan, pour évaluer l'état du marché et l'effet de leurs baisses volontaires de production, qui ont été renforcées en décembre 2018. Cette réunion du comité ministériel de suivi Opep et non-Opep (JMMC) n'a pas de pouvoir décisionnaire, mais vu la présence de représentants des deux poids lourds de l'accord, la Russie et l'Arabie saoudite, toute déclaration est scrutée par les investisseurs. L'Organisation et ses partenaires devraient tenir deux réunions plénières respectivement aux mois d'avril et juin, à Vienne.

M. B.

## Marche à Béjaïa

### Des lycéens et des communaux prennent le relais

La protestation se poursuit dans la wilaya de Béjaïa. Des centaines de lycéennes et lycéens ont investi hier la rue à Sidi-Aïch. Ils ont organisé une marche de protestation s'inscrivant dans la dynamique de changement du régime politique dans le pays. Les lycéens ont scandé des slogans anti-système, pour son changement radical et également pour la fin du quatrième mandat du chef de l'Etat sortant.

Ils ont marché de Sidi-Aïch jusqu'au village Maâla avant de revenir à Sidi-Aïch. Notons que 11 lycéens n'ont pas eu d'examen dans la wilaya de Béjaïa. A Kherrata les communaux ont observé une grève pour soutenir le mouvement populaire en cours et demander eux aussi le changement du régime politique dans le pays et son départ sans délai. Environ 300 travailleurs ont participé à un sit-in de protestation

contre le régime en place dans la matinée d'hier. Par ailleurs, Karim Tabou, avertit à partir du centre universitaire de Targa Ouzemour où il a animé une conférence sur «les conséquences dramatiques qui pourraient découler des manœuvres malsaines et les tentatives de sabotage du mouvement populaire par le pouvoir». Il a ensuite adressé un message à l'opposition estimant que «la participation au processus de chan-

gement préparé par le pouvoir n'est qu'une bouée de sauvetage à ce dernier», rappelant qu'«il est impossible de le changer de l'intérieur». Pour lui, «le changement ne viendra que par le peuple et avec le peuple» ceci avant de souligner que «le mouvement populaire était prévisible et que cette fois-ci la population qui est longtemps marginalisée réclame des revendications politiques».

Hocine Cherfa

## À partir d'aujourd'hui

### Gaïd Salah en visite d'inspection à la 3<sup>e</sup> Région militaire

Le général de Corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuera, du 18 au 21 mars 2019,

une visite de travail et d'inspection à 3<sup>e</sup> Région militaire à Béchar, indique dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Lors de cette visite, le général de Corps

d'armée «superviserà un exercice de démonstration visant à contrôler la 1<sup>re</sup> étape de la préparation au combat, procédera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orienta-

tion avec les cadres et les personnels de la 3<sup>e</sup> Région militaire», précise la même source.

M. L.

## LA QUESTION DU JOUR

### Gilets jaunes, toujours là à battre le pavé

Suite de la page une

Si la durée, celle du passé, et davantage celle qui vient, est jusque-là sa principale réussite, puisqu'il n'a obtenu satisfaction sur aucune de ses revendications. On saura bientôt et avec certitude qu'il n'est pas soluble dans la démocratie libérale française. Pour une raison bien simple : il est de nature révolutionnaire. Jusqu'à présent, ce mouvement, c'est une révolution anticapitaliste qui tourne en rond, encerclée qu'elle est de toutes parts, mais qui n'en espère pas moins se trouver un jour ou l'autre une issue, un débouché politique. Y parviendra-t-elle ? Cela personne ne peut encore le dire. Tout de ce dont on peut être sûr pour l'heure, c'est que la tentative fera date, et souche, en ce sens qu'elle sera consignée dans le registre des expériences d'émancipation du peuple français, déjà l'un des plus riches en Europe et dans le monde. Sa réussite comme son échec constitueront une leçon inappréciable pour tous les peuples européens. Il y aura quelque chose de lui dans tous les mouvements anticapitalistes au long souffle qui viendront. Ses revendications ne peuvent pas être satisfaites, qu'elles soient d'ailleurs d'ordre économique ou d'ordre politique, pour la bonne raison que dans le cadre du capitalisme mondialisé d'aujourd'hui, cela ne relève plus de la compétence des gouvernements nationaux. Le gouvernement français n'a pas les mains libres pour améliorer le sort des larges couches populaires françaises, à supposer qu'il en ait du moins la volonté, ce qui est loin d'être évident. Pour ce qui le concerne plus particulièrement, il a d'autant moins envie de céder à ses revendications, bien qu'il dise les comprendre, qu'au plan politique, sa situation aurait plutôt tendance à s'améliorer, en particulier dans la perspective des élections européennes de juin prochain, qu'il serait en bonne voie de remporter selon les sondages. Un gouvernement qui se voit marcher vers une victoire électorale, une de plus, malgré la contestation dont il est l'objet, n'est guère porté à lui céder, du moment que loin de l'affaiblir, elle le renforce plutôt. Il croirait même qu'à tout prendre elle lui est bénéfique. Jusque-là, les Gilets jaunes auront également pu faire repartir à la hausse la cote de popularité d'Emmanuel Macron.

M. H.

## Ouargla Finalisation des études techniques de cinq CET intercommunaux

LES ÉTUDES techniques pour la réalisation de cinq centres d'enfouissement technique (CET) intercommunaux à travers la wilaya de Ouargla ont été finalisées, a indiqué hier la Direction locale de l'environnement (DE). Destinés à éradiquer définitivement les décharges anarchiques altérant le cadre urbain, ces projets contribueront, une fois opérationnels, à la prise en charge des déchets dans dix communes, à l'instar de N'goussa, Sidi-Khouiled, Ain-Beida, Hassi-Benabdallah, El-Alia, El-Hedjira, Taibet, Nogguer et Bennacer, a précisé le chef de bureau de gestion des déchets à la DE. Les nouvelles installations environnementales permettront la prise en charge du traitement, tri et recyclage des déchets entassés au niveau des décharges anarchiques et illécites, ainsi que le rattrapage du déficit accusé en matière de nettoyage de l'environnement, a soutenu Redouane Malki. Ces nouveaux projets viendront renforcer les deux structures similaires et une troisième spécialisée dans le tri, à livrer prochainement, dans la commune de Hassi-Messaoud et la nouvelle ville éponyme, implantées sur une superficie de 20 ha chacune et dont les travaux de réalisation sont à des stades avancés, a ajouté le responsable. La wilaya de Ouargla dispose de trois CET au niveau des communes de Ouargla, Nezla et Témacine, chargés de prendre en charge les déchets ménagers de 17 communes avec une capacité de 82 500 tonnes/an de déchets. Ces centres ont permis, depuis leur entrée en service en 2011, 2016 et 2017 respectivement, d'éradiquer quelque 80% des points noirs (décharges sauvages) à travers la wilaya. D'une capacité d'accueil annuelle de 50 000 tonnes de déchets, le CET de Ouargla, qui couvre cinq communes, a atteint un taux de saturation de 60% de la capacité de ses bassins. Dans la wilaya de Ouargla, des mesures urgentes ont été prises pour la préservation de l'environnement et la lutte contre les décharges anarchiques défigurant le milieu urbain, en plus de l'encouragement des initiatives de jeunes pour le recyclage et l'exploitation, dans le cadre de la gestion intégrée des déchets, de la matière première brute susceptible de générer des emplois directs et indirects.

M. L.

Nécessité de créer une synergie public-privé

# Objectif : développer l'activité touristique

■ Il est impératif que «le porteur d'initiatives trouve un environnement favorable à la réalisation de ses projets».

Par Ayoub H.

La nécessité de renforcer la synergie entre les institutions des secteurs public et privé pour développer l'activité touristique et en faire un outil de développement local a été soulignée, samedi à Tizi-Ouzou, par des participants à une rencontre sur le tourisme. L'enseignant à la faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion à l'université de Tizi-Ouzou, Seddiki Abderrahmane, qui a animé à la bibliothèque principale de lecture publique une conférence sur «la dynamique de l'activité touristique et son impact sur le développement local», a souligné que pour permettre de créer de la richesse, le développement de l'activité touristique doit être «un travail d'équipe». Selon lui, il est impératif que «le porteur d'initiatives trouve un environnement favorable à la réalisation de ses projets». Abordant un des atouts de la wilaya de Tizi-Ouzou dans le domaine touristique, à savoir



les fêtes des villages qui sont pour la majorité à caractère culturel et certaines à dimension agricole, cet universitaire a indiqué qu'il y a lieu de réfléchir à développer ces événements pour leur donner une dimension écono-

mique, sociale et environnementale dans le cadre d'un développement intégré. Lors de cette rencontre organisée par le tout nouvel Office du tourisme de Tizi-Ouzou, créé et agréé fin 2018, le directeur de ce nouvel

organisme, Mahrez Rabah, a souligné que cet office ambitionne de contribuer efficacement à l'épanouissement de l'activité touristique pour contribuer au développement local et à la création de la richesse.

A. H./APS

## Aquaculture

# Réalisation de cinq fermes et perspectives prometteuses pour le secteur

Cinq fermes en aquaculture ont été créées dernièrement à Djelfa, ouvrant grande la voie à un développement de l'investissement dans ce domaine, dont les dividendes pourraient être élargis au secteur local de l'agriculture, a-t-on appris auprès du responsable de la station de pêche de la wilaya. Une majorité de ces fermes sont implantées dans la partie nord de Djelfa, sous la forme de grands bassins d'élevage de poissons de tous types, spécialement adaptés au climat de la région, a indiqué à l'APS Samir Hireche. Il a fait part de l'accueil, par ses services, de demandes émanant de 118 agriculteurs locaux, pour l'ensemencement (en alevins de poissons) de 168 bassins agricoles. Expliquant par là son «optimisme» quant à un développement de cette filière relative à l'intégration de l'aquaculture dans l'agriculture, au niveau de la wilaya. Outre son intérêt dans la production du poisson, à l'échelle locale, l'intégration de l'aquaculture dans l'agriculture sera d'une contribution certaine dans le relèvement du rendement des surfaces agri-

coles, qui seront irriguées à partir des bassins d'élevage de poissons, dont les eaux sont réputées pour être riches en éléments organiques, a estimé le même responsable. Aussi, a-t-il signalé, au titre des efforts d'encouragement de l'investissement dans ce domaine, l'organisation, dernièrement, d'une rencontre entre la station de pêche et d'aquaculture de Djelfa, le guichet d'investissement décentralisé de la wilaya, et nombre d'organismes concernés. Une rencontre, qui selon lui, a permis la mise en exergue de l'efficacité des investissements dans ce domaine, outre la présentation et explication des avantages exceptionnels, accordés en la matière, par l'Agence nationale de développement de l'investissement, dont les exemptions fiscales et parafiscales et autres facilitations douanières. L'occasion a également donné lieu à la tenue d'une exposition sur cette nouvelle filière, de plus en plus prisée par les agriculteurs, convaincus de son efficacité en tant qu'investissement productif et rentable. A noter l'ouverture, par la même occasion à

Djelfa, d'un bureau d'études spécialisé en aquaculture, dont l'encadrement est assuré par un médecin vétérinaire ayant bénéficié d'une formation à l'étranger en matière d'élevage de poissons. La création de ce bureau d'études a pour objectif principal de «approcher nos prestations des agriculteurs locaux, au même titre que ceux des wilayas du Sud», a déclaré, à ce propos, son responsable Saoudi Abderrahmane. Il a cité parmi les missions qui lui sont dévolues, la réalisation d'études de faisabilité concernant notamment les projets pour l'élevage de poissons ou culture d'algues marines, entre autres. Il s'agit également, a-t-il ajouté, d'accompagner et suivre les promoteurs de ces projets, de manière à leur permettre de faire le meilleur choix possible concernant les types de poissons adaptés au climat de la région. Selon ce vétérinaire, le climat de la wilaya de Djelfa est particulièrement adapté à l'élevage, en eaux douces, de la carpe, du tilapia, du poisson chat et de la crevette.

Ayman H.

## Infrastructures

# Le port de pêche de Sidi Youchaa livré en juin

Le port de pêche en cours de réalisation dans la région de Sidi Youchaa, relevant de la commune de Dar Yaghmoracene (Tlemcen), sera réceptionné fin juin prochain, a-t-on appris hier de la direction locale des travaux publics. Le chef du service des infrastructures aéroportuaires et maritimes, Berrabah Ahmed, a souligné que cette infrastructure, ayant nécessité un budget de 9 milliards DA, enregistre un taux d'avancement des travaux de l'ordre de 98%. Elle sera réceptionnée fin juin prochain après achèvement des travaux d'aménagement (électricité, eau et assainissement). Ce port, s'étendant sur une surface de 24 ha et pouvant accueillir jusqu'à 295 embarcations de pêche, dispose également de deux infrastructures de prévention d'une longueur totale de 1,2 km, de 10 structures d'accostage de 1,3 km de long, d'un grand entrepôt destiné à la maintenance et la réparation des embarcations. Une étude de réalisation d'un autre espace destiné à la commercialisation du poisson sera lancée au deuxième semestre 2019 et sera confiée à la direction des travaux publics, souligne-t-on. Ce port permettra d'organiser l'activité de pêche en transférant des professionnels du port de

Ghazaouet vers celui de Sidi Youchaa en leur offrant des conditions adéquates pour développer l'activité de la pêche. Avec ce site, la wilaya de Tlemcen disposera de quatre ports, en plus de ceux de Honaine, Ghazaouet et Marsa Ben M'hidi. Ils représentent une surface globale de 16 ha et une capacité d'accueil totalisant 594 embarcations de pêche. Une voie menant directement au port de Sidi Youchaa à partir du chemin de wilaya 102, sur une distance de 1,3 km, a été réalisée en vue de faciliter l'accès vers le port.

Ghazaouet vers celui de Sidi Youchaa en leur offrant des conditions adéquates pour développer l'activité de la pêche. Avec ce site, la wilaya de Tlemcen disposera de quatre ports, en plus de ceux de Honaine, Ghazaouet et Marsa Ben M'hidi. Ils représentent une surface globale de 16 ha et une capacité d'accueil totalisant 594 embarcations de pêche. Une voie menant directement au port de Sidi Youchaa à partir du chemin de wilaya 102, sur une distance de 1,3 km, a été réalisée en vue de faciliter l'accès vers le port.

Lyes F.



Banque d'Algérie

# Le taux des réserves obligatoires des banques relevé à 12%

■ La Banque d'Algérie vient de relever le taux des réserves obligatoires des banques, le portant de 8% à 12%, selon une nouvelle instruction publiée sur son site Web.

Par Salem K.

L'instruction 01-2019 du 14 février 2019, modifiant et complétant l'instruction de 2004, relative au régime des réserves obligatoires, fixe à 12% le taux des réserves obligatoires par rapport à l'assiette des réserves globales des banques, à compter du 15 février 2019. En janvier 2018, la BA avait déjà augmenté de 4% à 8% le taux des réserves obligatoires. Après les baisses enregistrées en 2015 et 2016, la liquidité bancaire s'est relativement stabilisée après le lancement des opérations d'«open market» d'injections de liquidités à partir de mars 2017, pour ensuite croître fortement, dès novembre 2017, après la mise en œuvre du financement non conventionnel. La liquidité bancaire avait atteint 1 380,6 mds DA à fin 2017, soit une croissance de 68,2% par rapport à son niveau de fin 2016 qui était de 821 mds DA. C'est en prévision de l'accumulation des liquidités bancaires, et pour prévenir toute poussée inflationniste, que la



Banque d'Algérie a relevé en 2018 le taux des réserves obligatoires de 4% à 8%. Cette conduite de la politique monétaire a réussi à stabiliser l'encours de la liquidité bancaire autour de 1 500 mds DA entre janvier et

juin 2018. Conformément à la nouvelle instruction de la BA, les banques doivent, à partir du 15 février dernier, conserver 12% des dépôts de leurs clients (au lieu de 8% jusque-là) sans les utiliser. Ce qui va faire reculer les

réserves libres des banques et donc contenir la liquidité bancaire. Contacté par l'APS pour savoir si cette nouvelle augmentation des réserves obligatoires traduisait l'existence de surliquidités bancaires suite à l'applica-

tion du financement non conventionnel, une source de la BA a expliqué que «le relèvement de ces réserves n'est qu'un instrument de la politique monétaire utilisé de manière continue par la Banque centrale», précisant que «Cela ne veut pas dire qu'il y a des surliquidités, mais qu'il y a juste de la liquidité bancaire». «Pour parler de surliquidité, il faut enregistrer un excès de liquidité monétaire sur plusieurs années», explique la même source. En mai 2016, et sur fond de contraction drastique de la liquidité bancaire, suite à la crise pétrolière et financière mondiale, la Banque centrale avait réduit le taux des réserves obligatoires des banques, le portant de 12% initialement à 8%. En août 2017, ce taux a été une nouvelle fois réduit de 8% à 4%. Cette mesure avait permis aux banques d'injecter plus de liquidités sur le marché. En effet, 360 milliards de DA de liquidité bancaire ont été injectés en 2016 et 347 milliards de DA l'ont été en 2017. Les réserves obligatoires sont les avoirs financiers que les banques et les institutions financières sont tenues de conserver sur leurs comptes courants auprès de la Banque d'Algérie.

S. K./APS

Soudan

## Le Fonds monétaire arabe octroie un prêt de 300 millions de dollars

Le Soudan a annoncé avoir reçu un prêt de 300 millions de dollars du Fonds monétaire arabe (FMA), destiné à l'aider notamment à faire face aux besoins urgents des populations soudanaises, ont rapporté des médias locaux. «Le premier accord porte sur un prêt de 230 millions de dollars et le second sur une facilité de 70 millions de dollars pour l'achat de denrées stratégiques», a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué, ont ajouté les mêmes sources. L'accord a été

signé par le ministre soudanais des Finances par intérim, Mustafa Hoali, et Abdulrahman al-Hamid, responsable du Fonds monétaire arabe (FMA), basé aux Emirats arabes unis, ont poursuivi les médias soudanais. Le Fonds monétaire arabe, organisme établi par la Ligue arabe et basé à Abou Dhabi, a notamment pour missions d'aider les pays membres à remédier aux déséquilibres budgétaires ou de la balance des paiements, et à stabiliser leur taux de change. Des protesta-

tions ont éclaté au Soudan le 19 décembre après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain. L'économie du pays est, en outre, confrontée à une importante inflation, à un déficit en devises étrangères, ainsi qu'à d'autres hausses de prix et des pénuries d'aliments et de carburants. La crise économique s'est aggravée dans le pays notamment depuis la sécession du Sud-Soudan en 2011, qui a conservé l'essentiel des revenus pétroliers.

Mahi O.

Niger

## Un prêt de 153 millions d'euros pour financer un projet d'interconnexion en électricité

Le gouvernement nigérien a adopté un accord de financement de près de 100 milliards de FCFA (153 millions d'euros) pour le projet d'interconnexion en électricité dorsale Nord-Niger, Nigeria et Burkina Faso, a indiqué samedi une source officielle à Niamey. Cet accord, approuvé vendredi en Conseil des ministres, a pour but principalement d'approvisionner en énergie le Niger. La convention, conclue entre le gouvernement nigérien et l'Association internationale de développement (AID), porte sur un crédit

d'un montant de près de 83 millions d'euros, soit 54,3 milliards de FCFA et un don de 68,5 millions d'euros de Droits de tirage spéciaux (DTS), soit 55,2 milliards de F CFA. Cet accord avait été signé, le 19 décembre 2018, à Niamey. Le projet d'interconnexion régionale en électricité a pour objectif essentiel d'augmenter l'accès à l'électricité et les échanges entre le Niger, le Nigeria et le Burkina Faso, tout en réduisant le coût de l'approvisionnement en électricité pour le Niger, a souligné un communiqué du Conseil

des ministres. Dans ce sens, il est prévu la réalisation de lignes de transmission, la construction et l'extension des postes et la réhabilitation des centres de distribution entre les trois pays et la mise en œuvre de plans de gestion environnementale et sociale et de plans d'action pour la réinstallation, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles pour le marché régional de l'électricité. A noter que le taux d'accès à l'électricité actuellement au Niger est de 12% seulement.

Agences

Finances

## La France veut emprunter jusqu'à 4,8 milliards d'euros à court terme

L'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette française auprès des investisseurs, a affirmé que la France veut emprunter entre 3,6 et 4,8 milliards d'euros à court terme lundi sur les marchés. Dans le détail, le pays a l'intention de lever entre 2,2 et 2,6 milliards d'euros à trois mois (12 semaines), échéance pour laquelle il avait

accordé un taux de -0,538% lors de la dernière opération comparable le 11 mars. Le Trésor veut également lever entre 700 millions et 1,1 milliard d'euros à six mois (23 semaines). Le taux avait atteint -0,542% lundi dernier. La France entend enfin émettre entre 700 millions et 1,1 milliard d'euros à un an (49 semaines), échéance pour laquelle il avait

accordé un taux de -0,521% le 11 mars. La France emprunte depuis août 2014 à des taux négatifs sur des échéances de court terme, ce qui signifie que les investisseurs, qui cherchent à tout prix des placements sûrs, sont prêts à perdre de l'argent en lui prêtant. Emprunter sur ces échéances devient donc rémunérateur pour le Trésor.

S. H.

## Rwanda La croissance économique confirmée à 8,6% en 2018

L'INSTITUT national de la statistique du Rwanda (NISR) a annoncé que l'économie rwandaise a enregistré une croissance de 8,6% en 2018, dépassant les projections du gouvernement (7,2%). Le produit intérieur brut (PIB) a passé de 8,4 milliards de dollars en 2017 à environ 9,10 milliards de dollars en 2018, détaille un rapport de NISR, présenté lors d'une conférence de presse à Kigali. «La croissance du PIB réel en 2018 a atteint 10,4% au premier trimestre, 6,8% au deuxième, et 7,7% au troisième trimestre, tandis que le quatrième trimestre s'est élevée à 9,6%», précise l'institution spécialisée. Le directeur général du NISR, Yusuf Murangwa, a expliqué à la presse que cette performance a été tirée par les bons résultats des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services qui ont connu une croissance respective de 6%, 10% et de 9%. D'après NISR, les services est le premier secteur contributeur à la croissance du PIB avec une part de 48%, devant l'agriculture (29%) et le secteur de l'industrie (16%).

R. E.

## Ouargla

# Bientôt des terres agricoles au profit des handicapés

■ Une opération d'attribution de terres agricoles au profit de personnes aux besoins spécifiques (plus de 18 ans) sera entreprise prochainement dans le cadre des efforts de promotion des conditions d'insertion sociale de cette frange de la société, a-t-on appris des responsables de la wilaya.

Par Anissa H.

**R**etenue dans le cadre de la consécration de l'égalité des chances, cette opération, permettant à cette frange de s'impliquer dans les activités agricoles et initiée en coordination avec la direction des services agricoles (DSA), porte sur l'octroi également d'un soutien financier aux bénéficiaires de terres agricoles, a expliqué le wali de Ouargla, Abdelkader Djellaoui, lors de la cérémonie d'installation du bureau de coordination des travailleurs aux besoins spécifiques de la wilaya. Le même responsable a fait état, par ailleurs, de l'ouverture par l'entreprise nationale des services aux puits (ENSP) établie à Hassi-Messaoud de plus de dix postes de travail, dans le cadre de la promotion de l'insertion socio-professionnelle des handicapés. Le bureau de coordination nouvellement installé assumera, entre autres missions, la transmission des préoccupations de cette frange de travailleurs, leur aide à la formation et leur accompagnement dans le but d'améliorer leurs conditions

sociales, en plus du recensement de cette catégorie de travailleurs, notamment ceux exerçant au niveau des entreprises, leur ouvrant la voie à l'exercice d'activités syndicales, a indiqué le coordinateur local des travailleurs aux besoins spécifiques de Hassi-Messaoud, Boualem Daoui. Placée sous le signe de «l'insertion des handicapés est le devoir de tous», la célébration de cette journée a donné lieu à la remise de cadeaux symboliques, d'appareillages et accessoires pour handicapés et d'aides finan-

cières au profit des associations locales (13 associations) activant dans le domaine de la solidarité et de l'aide à l'insertion sociale des handicapés. Selon les responsables du secteur, les établissements socio-pédagogiques implantés à travers la wilaya d'Ouargla ont accueilli, au titre de la saison 2018/2019, pas moins de 270 déficients mentaux, 65 autistes et 39 sourds-muets. La même saison a été marquée par l'organisation d'opérations de pose d'implants cochléaires au profit de 200



enfants, l'inscription d'autres d'une légère déficience mentale aux cours d'enseignement ouverts au niveau d'établissements scolaires à Touggourt et Hassi-Messaoud. Les données de la direction de l'Action sociale

font état de 13 073 personnes aux besoins spécifiques, de diverses infirmités, dont 3 185 handicapés à 100% bénéficiant du soutien social de l'Etat et 2 473 bénéficiant de l'allocation forfaitaire de solidarité.

## Annaba

## Approbation de 5 projets pour la création d'espaces touristiques en milieu forestier

**C**inq projets pour la création d'espaces touristiques en milieu forestier dédiés aux familles ont été approuvés dans la wilaya d'Annaba, a-t-on appris auprès des services de la conservation locale des forêts. Ces projets seront réalisés dans les forêts des communes de Chetaibi, Berrahal et Tariaât sur des espaces délimités par la conservation des forêts, a fait savoir la même source, précisant que les espaces retenus pour ces projets préservent le milieu

forestier et répond aux normes de sécurité. Ces projets devant être lancés «dans les plus brefs délais» porteront sur l'aménagement des sites ciblés, la création d'espaces d'attraction et autres aires de jeux et de services, selon les mêmes services qui ont précisé que les bénéficiaires de ces investissements sont tenus de respecter les clauses du cahier des charges, notamment en ce qui concerne la construction des structures en bois. Ces projets s'inscrivent dans le cadre

d'«une conception intégrée pour la promotion du tourisme interne» et la création de sites de distraction destinés aux familles en vue de développer le tourisme environnemental et la valorisation des richesses naturelles dont recèlent les communes de la wilaya, a-t-on soutenu. La même source a fait part de l'aménagement d'un site dans la commune d'Ain Berda pour la domiciliation d'un projet similaire.

F. Y.

## Constantine

## Fin des travaux de consolidation des stations du téléphérique

**L**es travaux de consolidation des trois stations du téléphérique de Constantine à l'arrêt depuis le 2 avril 2018 ont été par-

### Naama Lancement de la réalisation de 2 100 habitations rurales

**LES TRAVAUX** de réalisation de 2 100 habitations rurales ont été lancés au mois de mars en cours à travers différentes communes de la wilaya de Naama, a-t-on appris du directeur de l'habitat. Un lot de 54 lotissements d'assiettes groupés destinés à l'habitat a été réservé en plus d'aides de l'Etat aux bénéficiaires de l'habitat rural de 700 000 DA pour chacun, a indiqué Ali Abada. Avec le lancement des travaux de ce nouveau lot d'habitat rural, le nombre d'unités de ce mode, lancé au mois de décembre dernier et intéressant les agriculteurs et éleveurs, passera à 1 372 unités dans la wilaya, a-t-on ajouté. Le nombre d'unités d'habitat rural en cours de réalisation dans la wilaya de Naama est de 4 000 unités réparties à travers la wilaya. Il est prévu la livraison de 1 000 habitations rurales enregistrant des taux d'avancement appréciables avant la fin de l'année 2019. **R. R.**

achevés, a indiqué le Directeur général adjoint de l'entreprise de transport algérien par câbles (ETAC), Larbi Boumediene. Lancée depuis deux mois, l'opération qui s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation globale du téléphérique de cette ville a concerné les trois stations Tatch Belkacem, le CHU Benbadis et la cité Emir

Abdelkader, a précisé le même responsable. L'opération, dont l'étude technique a été réalisée par un bureau algérien et exécutée par l'ETAC, a nécessité «une planification préalable minutieuse pour tenir compte de la sécurité des travailleurs et des usagers des routes se trouvant en contrebas car les travaux sont effectués à plus de 700 mètres

de haut par endroits», a ajouté M. Boumediene. Le projet de modernisation globale du téléphérique projeté en 16 mois dont l'étude a été menée par un bureau technique français portera sur des modifications à 90 % du système d'exploitation automatique, a-t-il ajouté assurant que les travaux de maintenance et de réhabilitation se déroulent

à «excellent» un rythme. Depuis son entrée en activité, le téléphérique de Constantine s'est affirmé comme un moyen de transport majeur des habitants de la cité du Vieux rocher du centre-ville à la cité Emir Abdelkader en passant par le CHU Benbadis.

A. O. /APS

## Bordj Bou Arreridj

## 600 millions DA pour l'aménagement des sites de nouveaux logements LPL

**U**ne enveloppe financière de l'ordre de 600 millions DA a été consacrée dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour le parachèvement des travaux d'aménagement urbain des sites abritant les programmes des nouveaux logements publics locatifs (LPL) dont la réception est prévue prochainement, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La démarche vise la finalisation des travaux liés à l'aménagement urbain de plusieurs projets d'habitat achevés dans nombreuses

zones de cette wilaya, où une série de décisions a été prise avec des responsables relevant de ce secteur, afin d'«assurer la distribution des clés à leurs bénéficiaires, dans les plus brefs délais», a précisé la même source. Les travaux de plusieurs programmes d'habitat sont en voie d'achèvement parallèlement à la finalisation des actions d'aménagement urbain à l'instar du quota de 1 760 LPL au chef lieu de wilaya et d'autres affectés au bénéfice des communes de Bir Kasdali, Sidi

Mebarek, Bordj Mémoura, Tassameurt, Medjana, El Achir et El Anseur, ajoute la même source. La wilaya de Bordj Bou Arreridj a connu l'année précédente la distribution de plus de 6 000 unités de logement dont 2 096 LPL, 2 000 habitations de type location vente et 1 800 aides financières à l'habitat rural, a-t-on rappelé de même source.

F. Y.

## Ain Témouchent

## 95% des abonnés de l'ADE alimentés en eau potable H/24

L'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Ain Témouchent assure une alimentation en eau potable en H/24 à 95% de ses abonnés, a-t-on appris auprès de cette entreprise publique. La station de dessalement de l'eau de mer de Chatie El Hilal, d'une capacité de production de 200 000 m<sup>3</sup>/jour, a contribué efficacement à atteindre ce taux (95 %) matière d'alimentation de la population en

eau potable en H/24, a souligné le directeur de l'antenne de l'ADE, Abdennour Sahraoui. Les efforts des responsables de cette entreprise ont permis ces quatre dernières années l'intégration des réseaux de l'eau potable des communes d'Oued Essaba, Tamazougna, Sidi Boumediène, Hassassna, Sidi Safi, Sidi Ourièche, Emir Abdelkader, Messaid et leur mise sous gestion directe de l'ADE ce qui a

contribué à améliorer les services. L'intégration de ces huit communes sous la tutelle de l'ADE a augmenté le nombre d'abonnés de 33 % avec un total de 111.000 clients à la fin 2018 permettant à la wilaya d'atteindre un taux de raccordement des conduites d'eau potable à 99 %.

APS



Présidentielle en Mauritanie

# Le parti Tawassoul soutient la candidature d'Ould Boubacar

■ Un ancien Premier ministre mauritanien pendant la transition démocratique de 2005-2007, Sidi Mohamed Ould Boubacar, a annoncé sa candidature à la présidentielle de juin «en tant que candidat indépendant», tout en bénéficiant du parti islamiste Tawassoul, première formation de l'opposition.

Par Farid M.

**M.** O u l d Boubacar, 61 ans, affrontera lors de ce scrutin, dont la date précise n'a pas encore été fixée, le «dauphin» de l'actuel président Mohamed Ould Abdel Aziz, l'ancien général Ould Ghazouani, qui a quitté vendredi son poste de ministre de la Défense après avoir officialisé début mars sa candidature. Ancien général arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 2008 puis élu en 2009 et réélu en 2014, le président Ould Abdel Aziz ne peut se représenter au terme de son second mandat qui s'achève en août. M. Ould Boubacar affirme dans un communiqué avoir pris sa décision de se présenter aux suffrages des Mauritanien *«en tant que candidat indépendant»* après *«un examen approfondi de la situation du pays»* et des *«contacts et discussions élargies avec les divers acteurs politiques et les forces vives du pays»*, qu'il juge *«fructueux»*. Premier ministre (1992-1996) sous le président Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya, puis chef du gouvernement lors de la transition démocratique ayant suivi le putsch de 2005, M. Ould

Boubacar avait reçu dès jeudi le soutien officiel du parti islamiste Tawassoul (14 députés), bête noire du régime. D'autres plus petites formations de l'opposition dites *«radicales»* devraient également se ranger derrière cette candidature *«indépendante»*. Deux formations de l'opposition, le Rassemblement pour la démocratie et l'unité (RDU) et le parti Adil, ont en revanche décidé de soutenir le candidat du pouvoir. Le militant antiesclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid, déjà candidat au scrutin présidentiel de 2014 et élu député en septembre grâce à une alliance entre son mouvement non reconnu et le parti d'orientation baassiste (nationaliste arabe) Assawab, a déjà exprimé sa volonté de se présenter, tout en estimant *«impossible de rivaliser avec l'Etat et son candidat»*. D'autres personnalités pourraient encore présenter leur candidature dans les prochaines semaines. Malgré des semaines de pourparlers, l'opposition n'est pas parvenue à s'unir. *«Nous avons décidé de laisser à chaque parti la liberté de choisir son candidat, tout en continuant à coordonner nos positions, surtout en cas de second tour»*, a expliqué Mohamed Ould



Moloud, président de la Coalition électorale de l'opposition démocratique (CEOD) qui regroupe la plupart des partis de l'opposition dite radicale. La Mauritanie a par ailleurs décrété samedi un deuil national de trois jours après le décès d'un ancien président, le lieutenant-colonel Mahmoud Ould Ahmed Louly, qui avait dirigé le pays de juin 1979 à janvier 1980 en tant que chef d'un Comité militaire de salut national ayant pris le pouvoir quelques semaines plus tôt à la faveur d'un coup d'Etat entre militaires.

## Décès de l'ancien président Mahmoud Ould Louly

Le pays va respecter un deuil de trois jours suite à la disparition, samedi au matin, de cet ancien dirigeant, qui luttait contre la maladie depuis plusieurs années. Il a dirigé la Mauritanie entre 1979 et début 1980. Mohamed Mahmoud Ould Louly, disparu à 76 ans, a fait partie de la première junte militaire qui a renversé le premier président civil de la Mauritanie indépendante, Moktar Ould Daddah, le 10 juillet 1978. Membre du comité de militaires pour le redressement national, celui qui était à l'époque colonel de l'armée, a été porté à la tête du pays après un autre coup d'Etat qui déposa le premier président militaire Moustapha Ould Mohamed

Saleck, 8 mois seulement après sa prise du pouvoir. Mohamed Mahmoud Ould Louly a dirigé la Mauritanie d'avril 1979 à janvier 1980. Une période marquée par une succession de tentatives de coups d'Etat ou de révolutions de palais. C'est d'ailleurs l'une de ces révolutions de palais conduite par le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, ancien ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, qui finit par emporter son régime. Depuis cette date, l'ex-chef de l'Etat avait renoncé à faire de la politique. Les personnalités qui l'ont connu rappellent les qualités d'un homme intègre et très religieux.

F. M./Agences

## Tunisie

### Augmentation de 23,5% des exportations de dattes

Les exportations de dattes ont augmenté de 23,5%, atteignant des recettes de 496,6 MD, depuis le démarrage de la saison, par rapport à la même période de l'année dernière. La Tunisie a exporté plus de 70 000 tonnes contre 66 000 tonnes d'une valeur de 401,9 millions de dinars au cours de la saison dernière, marquant une hausse de 6% en volume, selon les données publiées jeudi par le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche et rapportées par

l'agence TAP. Les demandes du marché maghrébin ont évolué de 26,5% (18 566 tonnes), alors que le marché espagnol a absorbé des quantités de plus de 5 454,7 tonnes, parallèlement à l'Italie qui a acheté 5 453,2 tonnes. Les exportations destinées aux Etats-Unis continuent leur ascension pour atteindre 4 570,2 tonnes au cours de cette saison, contre 366,5 tonnes pendant la même période de l'année dernière, enregistrant ainsi une hausse de près de 25%.

### 44,2 millions de dinars d'appui de la BERD aux PME

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé, dans un communiqué rendu public ce vendredi 15 mars, avoir accordé un crédit de 13 millions d'euros (près de 44,2 millions de dinars) à l'Arab Tunisian Lease (ATL), pour appuyer les prêts aux PME. Ce financement, libellé en dinar tunisien, permettra d'encourager le financement de ces dernières. La BERD affirme que *«dans un*

*pays où l'accès au financement et à la liquidité restent des obstacles à la croissance des entreprises privées, son prêt permettra à l'ATL de fournir un financement à long terme aux petites entreprises. ATL accordera, à son tour, des prêts pour financer l'acquisition d'équipements, de véhicules utilitaires légers, de camions, de remorques et de biens immobiliers»*.

### 34 blessés dans l'effondrement d'un mur

lors d'un match de basket-ball à Kairouan

Trente quatre personnes ont été blessées dans l'effondrement, samedi soir, d'un mur de la salle couverte Azaiz-Miled à Kairouan en Tunisie, suite à des bousculades entre les supporters de deux équipes. Selon le ministère tunisien de la Santé, les cas variaient entre fractures, blessures et ecchymoses, précisant que les blessés ont reçu les soins nécessaires à l'hôpital des Aghlabides dans la région. L'effondrement du mur de soutien s'est produit après une bousculade des supporters qui ont fait irruption pour accéder à la salle afin de soutenir leur équipe (la JS Kairouan) qui affrontait l'US Monastir pour le compte de cette journée du super play-off de basket-ball. La capacité d'accueil de la salle est estimée à 2 200 spectateurs et 1 800 billets ont été mis en vente. L'accident n'a pas entraîné l'arrêt du match.

R. M.

A. O.

## Libye

### Un mort et un blessé lors d'une attaque dans le sud

Un policier a été tué et un autre blessé samedi soir dans une attaque dans la ville de Sabha, au sud de la Libye, a déclaré une source proche des forces de sécurité. Des hommes armés à bord d'un véhicule ont tiré aveuglément sur le commissariat de police de la ville, tuant immédiatement le policier, a déclaré la source, citée par des médias

locaux. Deux des quatre hommes armés ont été arrêtés. Le mobile de l'attaque n'est pas encore connu, selon la même source. Fin janvier, l'armée établie à l'est du pays a pris le contrôle de Sabha, la plus grande ville au sud de la Libye. L'armée, conduite par Khalifa Haftar, mène une opération militaire contre le terrorisme et la criminalité dans le



## Christchurch

# Les Néo-Zélandais rendent un hommage émouvant aux 50 fidèles tués

■ Les Néo-Zélandais multipliaient hier les hommages émouvants à la mémoire des 50 fidèles tués vendredi dans deux mosquées de Christchurch, alors que le voile se lève progressivement sur le déroulement d'un massacre qui a aussi donné lieu à des actes héroïques.

De nombreux habitants de Christchurch ont recommencé hier à sortir de chez eux pour aller déposer fleurs et mots près des deux lieux de culte pris pour cible par Brenton Tarrant, un extrémiste australien de 28 ans qui, lors de son inculpation samedi, a fait de la main un signe de reconnaissance des suprémacistes blancs. «*Nous nous tenons aux côtés de nos frères et sœurs musulmans*», peut-on lire sur une grande banderole près d'un des sites où s'empilent des fleurs dans un mémorial improvisé. Dans tout le pays, un élan de solidarité interconfessionnelle a été observé, avec notamment des millions de dollars de dons et des achats de nourriture halal destinés aux victimes. Des fidèles de l'Eglise anglicane de

Christchurch ont prié hier dans leur «cathédrale en carton» bâtie après le terrible séisme de 2011. «*Nous avons appris que dans les temps d'épreuves, il était bon de se retrouver ensemble*», a déclaré le doyen, Lawrence Kimberley. Les autorités se préparaient hier à remettre les premières dépouilles des victimes à leurs familles, de plus en plus impatientes de procéder aux funérailles. La coutume musulmane prévoit l'inhumation du corps dans les 24 heures suivant le décès. «*On fait un scan de tous les défunts, leurs empreintes sont relevées, on retire les objets qu'ils portaient ou avaient sur eux*», a expliqué la Chief Coroner Deborah Marshall, qui dirige l'enquête. La Première ministre, Jacinda Ardern, qui a fait deux apparitions publiques, un voile

noir sur ses cheveux pour témoigner sa solidarité à la communauté musulmane, a annoncé hier que les premières dépouilles seraient restituées hier soir, et les dernières d'ici mercredi. Quatre femmes figurent parmi les victimes âgées de 3 à 77 ans, selon une liste encore incomplète. Plusieurs victimes étaient natives de la région mais plusieurs autres étaient des immigrants originaires de pays éloignés comme l'Egypte ou la Jordanie. Les victimes venaient des quatre coins du monde musulman, a souligné Jacinda Ardern. Quatre Egyptiens, un Saoudien, un Indonésien, quatre Jordaniens, six Pakistanais et cinq Indiens figurent notamment parmi les victimes. Quarante-huit heures après la tragédie, le déroulement de la tuerie se précise avec les témoignages des rescapés, dont certains relatent de véritables actes d'héroïsme. Comme Abdul Aziz, Australien d'origine afghane, qui était avec ses quatre enfants dans la mosquée de Linwood quand il s'est précipité vers le tireur. Après avoir entendu un de ses fils lui crier de se mettre à l'abri dans la mosquée, Abdul s'est emparé d'un fusil vide laissé par le tueur en lui criant plusieurs fois «*Viens par ici !*» dans le but de l'éloigner de la mosquée. «*Je voulais juste sauver autant de vies que possible, quitte à perdre la mienne*», a-t-il dit à l'AFP. Abdul Aziz a continué à poursuivre le tireur qui s'enfuyait en voiture avant d'être interpellé. Farid Ahmad, lui, a perdu son épouse Husna, 44



PH: D. R.

ans, tuée alors qu'elle aidait à sauver des fidèles. Mais son mari se refuse à sombrer dans la haine à l'égard de Brenton Tarrant, un «*fasciste*» autoproclamé qui a expliqué ce massacre et les deux années de sa préparation dans un long «*manifeste*» islamophobe de 74 pages. A la question de savoir s'il pardonnait au tueur, Farid Ahmad a répondu : «*Bien sûr. La meilleure chose, c'est le pardon, la générosité, l'amour et l'affection*». M<sup>me</sup> Ardern a révélé hier que son cabinet avait reçu ce «*manifeste*» neuf minutes avant le début du carnage. «*Il n'incluait aucun lieu ni aucun détail spécifique*», a-t-elle dit, ajoutant que le document avait été aussitôt transmis aux services de sécurité. Les autorités ont également indiqué que 34 blessés demeuraient hospitalisés. Parmi eux, la petite Alin Alsati, quatre ans, entre la vie et

la mort, après avoir été touchée par au moins trois balles alors qu'elle se trouvait avec son père dans la mosquée al-Nour. Son père jordanien, également blessé, avait récemment émigré en Nouvelle-Zélande. Cette tragédie a provoqué une onde de choc en Nouvelle-Zélande, pays de cinq millions d'habitants dont 1% se disent musulmans, réputé pour sa douceur de vivre et sa tradition d'accueil. Emotion également en Australie, par delà la mer de Tasman. Une image de fougère argentée, symbole de la Nouvelle-Zélande, a été projetée sur l'opéra de Sydney. Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Ardern réunira son cabinet pour discuter d'un éventuel durcissement des législations sur les armes. **Rosa C.**



## Impuissance

### Violence

Par Fouzia Mahmoudi

En France, les manifestations se déroulent souvent dans la violence et celles des «gilets jaunes» tout particulièrement. Samedi, à l'occasion du quatrième mois de mobilisation, les débordements et la casse ont été au centre de la marche des contestataires en jaune. Quant à Emmanuel Macron qui passait lui son week-end au ski alors que les manifestants appelaient à plus de justice sociale, sa réponse est d'appeler à la fermeté. En effet, après le regain de violence des «gilets jaunes» ce samedi, le président de la République française a affirmé vouloir prendre rapidement «des décisions fortes, complémentaires» pour que les violences qui ont émaillé l'acte XVIII des «gilets jaunes» à Paris «*n'advient plus*», lors d'un point de situation à la cellule de crise du ministère de l'Intérieur. «*Beaucoup de choses ont été faites depuis novembre, mais, très clairement, la journée d'aujourd'hui montre que sur ce sujet-là, et pour ces cas-là, nous n'y sommes pas*», a ajouté le président, rentré plus tôt que prévu de son week-end de ski. Il a estimé, devant la presse, que «*tous ceux qui étaient là se sont rendus complices*» du saccage des Champs-Élysées. «*Je veux qu'on analyse les choses, et que, dans les meilleurs délais, on puisse prendre des décisions fortes, complémentaires, pour que cela n'advienne plus*», a-t-il affirmé. «*C'était l'objectif de la réunion de ce soir qui sera suivie par des propositions faites par les ministres et le Premier ministre*», a-t-il dit, précisant être attaché «*au droit constitutionnel*». «*Nous avons aujourd'hui des gens qui essayent par tous les moyens (...) d'abîmer la République pour casser, pour détruire, au risque de tuer. On l'a encore vu avec l'incendie qui s'est produit ce matin*», a souligné Emmanuel Macron, entouré du Premier ministre Édouard Philippe, du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et de Nicole Belloubet, ministre de la Justice. Tout au long de la journée, des scènes de violence ont éclaté sur le haut des Champs-Élysées où plusieurs commerces et restaurants, comme le célèbre Fouquet's, ont été incendiés, vandalisés ou pillés. Plus tôt dans la journée, Édouard Philippe, venu apporter «*son plus grand soutien*» aux forces de l'ordre sur les Champs-Élysées, avait indiqué que «*tous ceux qui excusent ou qui encouragent les actes violents s'en rendent complices*». Au total, 32 300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230 766 selon le décompte des «gilets jaunes» posté sur Facebook. Dans la soirée, le bilan des interpellations est monté à 237 personnes. Ainsi, le grand débat national de Macron, qui s'est achevé la semaine dernière, n'aura pas réussi à calmer les contestataires qui, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, n'étaient que 32 000, continuent à poser problème chaque samedi et à causer des dégâts matériels de grande ampleur. Toute la France attend ainsi une réponse du gouvernement et de l'Élysée pour calmer le mouvement, des réponses fortes et concrètes qui pousseront enfin les «gilets jaunes» à rentrer chez eux.

F. M.

### Brexit

## May pourrait renoncer à un 3<sup>e</sup> vote la semaine prochaine sur l'accord de retrait

La Première ministre britannique, Theresa May, pourrait renoncer à soumettre la semaine prochaine de nouveau au vote des députés l'accord de retrait négocié avec l'Union européenne si elle n'obtient pas suffisamment de soutien, ce qui repousserait à bien plus tard le Brexit. Il n'est «pas certain» qu'un vote sera organisé en début de semaine comme prévu, a déclaré sur la BBC le ministre des Finances, Philip Hammond. «*Nous ne présenterons de nouveau l'accord que si nous sommes sûrs qu'un nombre suffisant de nos collègues et du DUP (parti unioniste nord-irlandais) sont prêts à le soutenir afin qu'il passe au Parlement*», a-t-il ajouté. Le ministre chargé du Commerce international, Liam Fox, a renchéri sur Sky news, soulignant qu'il «*serait difficile de justifier d'organiser un vote si on est sûrs de le perdre*». Le Traité de retrait, fruit d'après négociations avec Bruxelles et destiné à mettre en oeuvre un Brexit en douceur le 29

mars avait été recalé le 15 janvier, par 432 voix contre 202, puis le 12 mars, par 391 voix contre 242. La Première ministre avait prévu de le présenter une nouvelle fois aux députés mardi ou mercredi, avant un conseil européen prévu jeudi. D'ici là, elle tente de convaincre les euroscéptiques purs et durs de son parti et les députés du DUP, son allié au Parlement, de changer d'avis. Ceux-ci s'opposent notamment au «*filet de sécurité*», une disposition de l'accord censée éviter le retour d'une frontière physique entre la République d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord et qui prévoit que le Royaume-Uni demeure dans un «*territoire douanier unique*» avec l'UE. Les pro-Brexit craignent que cela arime leur pays indéfiniment à l'UE et les unionistes refusent le statut particulier qui serait conféré à l'Irlande du Nord. Theresa May a besoin du vote de 75 parlementaires supplémentaires pour l'emporter. Certains ont rejoint son

camp comme Esther McVey qui avait démissionné en novembre de son poste de ministre du Travail, en désaccord avec le texte. Bien que cela reste un «*mauvais accord*», «*le choix qui se présente à nous, c'est cet accord ou pas de Brexit tout court*», a-t-elle justifié hier à Sky news. Comme elle, un «*nombre important*» de députés ont changé leur fusil d'épaule car les alternatives à l'accord négocié par Theresa May leur semblaient «*très désagréables*», a assuré Philip Hammond. Cependant, il «*reste du travail*». Fidèle à sa réputation d'opiniâtreté, Theresa May a de nouveau supplié les parlementaires de la rallier, dans une tribune au «*Sunday Telegraph*». Si elle essuie un nouvel échec au Parlement, le Royaume-Uni pourrait «*ne pas quitter l'UE pendant des mois, si ce n'est jamais*», a-t-elle prévenu, jouant la stratégie de la peur au moment où le camp pro-Brexit se demande si son vote se concrétisera un jour.





Théâtre d'Oran

# «Arlequin, valet de deux maîtres» en hommage à Alloula

■ Le public du théâtre régional d'Oran (TRO) a été séduit samedi par la nouvelle version de la comédie «Arlequin, valet de deux maîtres», présentée en hommage au dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994) en commémoration de la 25<sup>e</sup> année de sa disparition.

Maya Gh.

Jouée devant une salle archicomble, cette production est le fruit d'un partenariat entre le TRO et le Théâtre national d'Alger «Mahieddine-Bachtarzi» (TNA), en hommage à feu Alloula qui

réalisa la première version de cette même œuvre en 1993. Le public a pris plaisir à revisiter cette comédie dans sa version rafraîchie, mise en scène par Ziani Cherif Ayad, d'après l'adaptation de Mohamed Bourahla basée sur le texte d'Alloula. L'assistance a été captivée de bout en bout par les imbroglios, quiproquos et autres scènes comiques interprétées avec brio par de jeunes espoirs du théâtre national au côté de leur aîné Mohamed Himour, unique membre de la troupe à avoir joué dans la première version d'Alloula. L'histoire a pour trame des négociations dans la demeure d'un riche marchand nommé Pantalón (campé par Himour) qui s'apprête à marier sa fille Clarisse (Amina Belhocine) à Silvio (Mohamed El Amine Rara), le fils du docteur Lombardi (Mahfoudh El Hani). C'est alors qu'intervient Arlequin (Mustapha Meratia) qui annonce la venue de l'ancien fiancé de Clarisse que tout le monde croyait mort. «Il s'agit d'une nouvelle version de la pièce éponyme de l'italien Carlo

Goldoni (1707-1793)», a expliqué le directeur du TRO, Mourad Senouci, rappelant que la libre adaptation de cette œuvre par Alloula a connu un franc succès en 1993. Le metteur en scène de la nouvelle version, Ziani Cherif Ayad, a à son actif le montage d'une trentaine de pièces, à l'instar de «Galou Laarab Galou» (1983), «Les martyrs reviennent cette semaine» (1987) et «El Ayta» (1989) qui lui ont valu des récompenses à l'échelle internationale. Il a également occupé plusieurs postes de responsabilité, dont les fonctions de directeur artistique et de directeur général du TNA, avant de fonder, avec une équipe de comédiens, la troupe «El-Qalaa» qui monta et joua nombre de pièces à travers différents pays d'Europe et d'Afrique. Le dramaturge Mohamed Bourahla qui a assuré l'adaptation du texte de la pièce d'Alloula, a quant à lui écrit une dizaine de pièces et romans axés essentiellement sur les thématiques de la condition humaine et de la relation avec l'autre. Cet écrivain a été plusieurs fois dis-



tingué pour ses contributions à la culture et a été lauréat du prix du meilleur texte original au Festival national du théâtre professionnel d'Alger (2012). L'équipe technique associée au montage de cette nouvelle version de l'œuvre d'Alloula est composée d'autres professionnels de la scène artistique nationale, à l'instar du scénographe Arezki Larbi connu comme décorateur au théâtre et au cinéma ainsi que pour ses talents dans le domaine des arts plastiques. La musique est signée Sensabyl Beghdadi, auteur-compositeur et interprète (luth, violon et percussion) qui s'est attelé à un travail créatif ins-

piré du patrimoine culturel algérien dans ses multiples genres tels le wahrani, le sahraoui et le chaâbi. Plusieurs personnalités culturelles, dont les directeurs du TNA et de l'Opéra d'Alger, Mohamed Yahiaoui et Nouredine Saoudi, ont assisté à la générale de cette comédie qui sera à l'affiche à Alger du 20 au 22 mars. L'hommage à Alloula avait débuté samedi dernier au TRO avec la présentation d'une nouvelle version de la pièce «El-Ajouad» (les généreux) par la compagnie théâtrale locale «Istijmem», produite en partenariat avec la Fondation «Abdelkader-Alloula». A. S./APS

Mila

## Vers la classification de 7 sites et monuments archéologiques

Les services de la direction de la culture de la wilaya de Mila viennent d'achever l'élaboration des dossiers de classification de sept sites archéologiques devant être prochainement soumis à l'approbation de la commission locale des biens culturels, a indiqué samedi le responsable du patrimoine culturel auprès de cette direction,

Lazghed Chiaba. Ces sites comprennent plusieurs vestiges archéologiques, «témoins des différentes civilisations qui se sont succédées à travers l'histoire dans la région», a précisé à l'APS le même responsable.

Dans les détails, M. Chiaba a relevé qu'il s'agit du site de «Tamda», dans la commune d'Ahmed Rachedi, de «Kef

Tazourt», dans la commune d'Ain Lemlouk, des puits d'Aqualad dans la commune d'El Mechira remontant à la période romaine, a-t-il expliqué. Il s'agit également, a-t-on noté, du site romain d'Ain El Kebira, dans la localité de Hemmala, et celui du village Ferdhoua, dans la commune de Sidi Merouane, découvert par hasard en 2013 lors des travaux

de construction.

Connue pour être la plus grande statue de marbre blanc ayant été découverte en Algérie, la statue de Milou qui orne le vieux Mila fera elle aussi l'objet des dispositions sus-citées, a indiqué la même source.

La «Zaouïa de Cheikh El Hocine», dans la commune de Sidi Khelifa, qui remonte à

l'époque ottomane, est le dernier monument culturel concerné par cette opération de classification, a indiqué M. Chiaba.

Dans le cadre de la protection et la valorisation des sites archéologiques de la wilaya de Mila, le responsable du patrimoine culturel a fait savoir qu'une «opération d'inventorisation de tous les biens culturels de la wilaya est actuellement en cours». Outre le travail de recherche documentaire et la pose de diagnostics archéologiques, cette opération, entamée en 2008, consiste à élaborer les cartes topographiques de tous les sites inventoriés, a-t-il affirmé.

M. Chiaba a, dans ce contexte, fait savoir que sur les 450 biens culturels que recense la wilaya de Mila, 177 ont pu être inventoriés jusqu'à présent.

Racim C.

R. C.

Khenchela

## Ouverture demain du 7<sup>e</sup> colloque national «Les Aurès dans l'histoire»

La 7<sup>e</sup> édition du colloque national «Les Aurès dans l'histoire» sera ouvert demain à la bibliothèque centrale de la ville de Khenchela, ont indiqué samedi les organisateurs.

Le thème de cette édition sera «Le territoire aurésien, l'homme et le milieu à travers le temps entre histoire, archéologie et anthropologie», a indiqué D' Chokri Achouri,

membre du comité scientifique de la rencontre qui a souligné que l'accent sera ainsi porté sur les débuts de l'établissement humain dans la région, les sociétés rurales et leur histoire oubliée ou tue et ses dimensions culturelle, sociales et économiques.

L'objectif du colloque de deux jours est notamment d'encourager la coopération entre les chercheurs et de mettre à jour les

techniques de recensement des sites archéologiques et de classification des collections muséales, a ajouté le chercheur.

Les communications de cette rencontre aborderont les rapports de l'homme à l'espace dans la région des Aurès dans les études préhistoriques, historiques et anthropologiques, a ajouté la même source.

Ancien prix Fémina

## Le romancier Dominique Noguez est décédé à 76 ans

Le romancier Dominique Noguez, lauréat du prix Fémina en 1997, est mort dans la nuit de jeudi à vendredi dans un hôpital parisien à l'âge de 76 ans. Ecrivain sensible, spécialiste du cinéma expérimental, il fut notamment le découvreur littéraire de Michel Houellebecq. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, ardent défenseur de la francophonie, Dominique Noguez est l'auteur d'une œuvre protéiforme. L'écrivain laisse des essais sur le cinéma, de nombreux essais lit-

téraires notamment.

### Des essais, des romans, un prix Fémina

La colonisation douce, feu la langue française ?, plusieurs livres sur Marguerite Duras, des nouvelles et neuf romans, dont «Amour noir» couronné en 1997 par le prix Fémina. Il venait de publier, le 7 mars, un livre érudit et drôle, «Encore une citation, monsieur le bourreau !» chez Albin Michel, rassemblant «les plus beaux aphorismes». Ce livre

illustre bien pourquoi il avait reçu le prix de l'humour noir en 1999, pour «Cadeaux de Noël» chez Zulma. Il était également l'auteur du doux-amer «Comment rater complètement sa vie en onze leçons», chez Payot & Rivages en 2002.

### Défenseur de l'autofiction

En 2013, il avait publié un récit autobiographique, «Une année qui commence bien» aux éditions Flammarion, où il s'interrogeait sur les surprises et les

déceptions de l'amour. Son dernier roman, «L'interruption», toujours chez Flammarion, est sorti l'an dernier. Récit d'une tentative de candidature au Collège de France, ce livre étincelant, cérébral et plein d'humour, restera comme un véritable ovni littéraire avec des conversations affûtées, du sexe, des dîners, de l'enthousiasme, de la mélancolie et une surprise finale. Une de ses dernières interventions publiques remonte à décembre dernier quand il avait regretté, dans une tribune au «Monde», que les académiciens Goncourt n'aient pas

couronné «Le Lambeau» de Philippe Lançon, au motif que ce livre n'est pas un roman. Lui-même membre du jury du prix Décembre, Dominique Noguez écrivait qu'«il est temps que les jurys des principaux prix prennent acte de l'existence d'une branche de plus en plus florissante de l'arbre littéraire qu'on appelle l'autofiction». Il plaidait pour «reconnaître l'unité de la littérature et l'égalité des chefs-d'œuvre, quelle que soit la dose d'imagination qu'ils comportent».

L. M.



Athlétisme/Journée jeunes talents à Béjaïa  
(800m / U18 filles)

## Nouara Lamzaoui qualifiée au tournoi africain

LA DEMI-FONDISTE algérienne Nouara Lamzaoui s'est qualifiée samedi pour le 800m des prochains Championnats d'Afrique des moins de 18 ans, prévus du 16 au 20 avril 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire), en réalisant les minima nécessaires, lors de la Journée jeunes talents, disputée à Béjaïa. La sociétaire du NC Bordj Bou Arreridj a réalisé un chrono de 2.14.06, alors que la Direction technique nationale (DTN) avait exigé un minima de 2.16.50 pour se qualifier. Lamzaoui a devancé Radjaâ Arbaoui du CSAM (Wilaya de Naâma), ayant pris la deuxième place en

2.26.35, au moment où Hadjira Maâmar, de l'IC Chlef, a complété le podium en 2.26.98. Cette Journée jeunes talents est jumelée avec une compétition «Elite». Les deux compétitions se déroulent conjointement au stade d'athlétisme de Souk El Ténine, situé à l'est de Béjaïa. Si les athlètes des catégories U18 et U20 visent une qualification aux prochains Championnats d'Afrique en Côte d'Ivoire, les seniors, qui disputent les épreuves «Elite», eux, espèrent réaliser les minima des prochains Championnats arabes, prévus du 5 au 8 avril 2019 au Caire (Egypte).

Cyclisme /Tour de Mauritanie (Juniors)

## L'EN avec six athlètes à Nouakchott

SIX JEUNES cyclistes vont représenter l'Algérie au Tour de Mauritanie «Juniors», prévu en cinq étapes, du 19 au 24 mars 2019, entre la capitale Nouakchott et Zouerate, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Il s'agit de Seddik Benganif, Ayoub Sahiri, Youcef Bioukhar, Youcef har, Zaki Farsadou et Hamza Amari, sous la direction du coach national Abdenour Bendib. La sélection

nationale s'envole samedi soir pour Nouakchott, pour être sur place un peu à l'avance et permettre ainsi aux athlètes de récupérer avant le coup d'envoi de la compétition. Au total, 12 pays devraient prendre part au Tour de Mauritanie : le Sénégal, le Mali, la Gambie, la Guinée, le Burkina Faso, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la France, la Libye, les Emirats arabes unis et la Mauritanie, pays hôte de la compétition.

Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball (dames)

## Le GSP débute bien

LES VOLLEYEUSES du GS Pétroliers ont réussi leurs débuts au Championnat d'Afrique des clubs, en battant les Egyptiennes de Shams au tie-break 3-2 (25-15, 22-25, 17-25, 25-20, 15-10), samedi soir au Caire, pour le compte de la première journée du groupe D. Le représentant algérien était exempté de la journée d'hier,

avant d'affronter successivement les Ivoiriennes d'ASEC Mimosas (aujourd'hui), puis les Kényanes de Prisons (mardi) et enfin les Ougandaises de Nkomba (mercredi) dans le cadre de la phase de poules. Les deux premiers de chaque groupe (A, B, C et D) se qualifieront aux quarts de finale.

Championnats d'Afrique de cyclisme

## La sélection nationale rate le coche

LES SÉLECTIONS algériennes de cyclisme (juniors et seniors) ont raté les épreuves du contre-la-montre par équipes des Championnats d'Afrique sur route qui se déroulent du 15 au 20 mars dans la ville de Bahir Dar (Ethiopie), «suite à leur arrivée tardive pour des raisons administratives», a indiqué samedi la Fédération algérienne de la discipline (FAC). «L'équipe, qui devait se déplacer mercredi dernier, a été retardée par des problèmes administratifs. Elle a été répartie en deux groupes dont le premier est parti jeudi et le second s'est envolé vendredi à destination d'Addis-Abeba», précise la FAC. En raison de ce retard, les sélections algériennes n'ont pas pu prendre part à la course contre la montre par équipes, disputée ven-

dredi et remportée par les Ethiopiens chez les juniors et seniors. L'équipe nationale devait participer hier à la course contre la montre individuelle avec Azzedine Lagab et Islam Mansouri, avant d'aligner mardi prochain tout l'effectif, soit les huit coureurs sur la course en ligne qui se déroulera sur une distance de 174 km (15 tours de 11,6 km). La délégation, conduite par le nouveau directeur technique national Abdeslam Belekber, est composée du coach national Cherif Merabet et de huit cyclistes, en l'occurrence Azzedine Lagab, Youcef Reguigui, Abderrahmane Mansouri, Abderaouf Bengayou, Abdellah Benyoucef, Yacine Hamza, Nacim Saïdi et Islam Mansouri.

Ligue des champions africaine  
(6<sup>e</sup> et dernière journée)

## Le CSC passe, la JSS trépassse

■ Le Chabab de Constantine a arraché son billet de qualification pour les quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, malgré sa défaite face au TP Mazembé (RDC) sur le score de deux buts à zéro, au cours de ce match joué à Lubumbashi pour le compte de la 6<sup>e</sup> et dernière journée du Groupe «C».



Les Sanafirs réussissent l'exploit de passer en quarts

Par Mahfoud M.

Les Sanafirs sont passés grâce à une meilleure différence de buts que leur concurrent direct, à savoir le Club Africain, sachant que les deux équipes totalisent dix points. Les gars de l'Antique Cirta disposent d'un meilleur goal-average général (+2 contre -4) à la faveur duquel ils se qualifient au prochain tour. Une grosse déception pour le Club Africain qui a fait un dernier baroud d'honneur lors de cette 6<sup>e</sup> journée, en dominant les Egyptiens d'Al Ismaily, grâce à un but unique, signé Ayadi sur penalty à la 75'. C'est donc le CSC qui accompagne le TP Mazembé, devenu nouveau leader du Groupe «C» après sa victoire de samedi. Très ému après cette qualification, le manager du CSC, Tarek Arama, a tenu à dédier cette qualification à tous les fans du CSC mais également à tous les Algériens qui étaient

accrochés à l'espoir de voir le club passer ce cap. «Nous sommes très heureux de cette qualification et je tiens à remercier les joueurs qui se sont sacrifiés tout au long de cette phase des poules», dira Arama qui avouera que son équipe compte aller le plus loin possible dans cette compétition.

Pour sa part, le second représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, la JS Saoura, s'est incliné en Alexandrie face au Ahly du Caire et sort donc précocement de cette compétition. Les gars de Béchar se sont inclinés sur des buts de Hussein Shahat (81') et Marouane Mohsen, qui avait donné le ton dès la première mi-temps, en signant un doublé aux 30' et 45'+2. Malgré cela, l'espoir de qualification pour les Algériens avait persisté jusqu'à la 90' minute, car le résultat dans l'autre match de ce Groupe «D» leur était encore favorable. En effet, même en cas de défaite au

Caire, le plus important pour les Bécharois était qu'aucun des deux autres concurrents ne l'emporte et ce fut le cas jusqu'à la 89', puisque les Tanzaniens de Simba étaient toujours tenus en échec par l'AS Vita Club, de la RDC (1-1). Ce dernier avait ouvert le score par Kassongo (13') et Simba avait attendu la 36' pour égaliser, grâce à Mohamed Hussein (36'). Jusque-là, tout allait bien pour la JSS, jusqu'à ce but assassin de Shama Junior, ayant réussi à donner l'avantage aux Tanzaniens (2-1), à quelques minutes du coup de sifflet final. Un retournement de situation fatal aux Algériens, puisqu'à la faveur de ce résultat, ce sont les Egyptiens d'Al-Ahly et les Tanzaniens de Simba qui se qualifient en quarts. Les poulauds de Karim Zaoui n'ont rien à se reprocher, vu qu'ils se sont donnés à fond tout au long de cette compétition. M. M.

Fédération algérienne de rugby

## Ben Hassan fier d'avoir rejoint la World Rugby

L'imminente intégration du rugby algérien au sein de la Fédération internationale (World Rugby) représente «une importante reconnaissance» pour la Fédération algérienne (FAR), qui fait «du bon travail» et possède «un bon plan de développement pour cette discipline en Algérie», a considéré le président de l'instance, Sofiane Ben Hassan. «Devenir membre de la Fédération internationale n'est pas chose aisée, car il faut remplir plusieurs critères, dont une bonne gestion administrative et financière, ce qui n'est pas toujours évident», a commenté par expliquer le premier responsable de la FAR, ajoutant que le Comité des régions relevant de

la Fédération internationale, qui comporte six zones, a déjà approuvé la demande d'intégration de l'Algérie, faisant que la concrétisation de cette adhésion ne soit plus qu'une simple formalité. Cette approbation a été annoncée lundi dernier, à l'issue de la dernière réunion du Comité des régions à Dublin (Irlande), qui sera remise à l'ordre du jour en mai 2019, pour être officiellement approuvée. Ben Hassan a expliqué cependant que même après cette approbation «l'Algérie devra attendre deux ans pour devenir membre permanent au sein de la Fédération internationale». Un statut «indispensable» selon Ben Hassan pour permettre à

l'Algérie de disputer la phase des éliminatoires, qualificative pour la Coupe du monde de 2023, prévue en France. Une participation qui constituerait une première historique pour l'Algérie, car jamais auparavant la sélection nationale n'a pris part à une phase finale de Coupe du monde en rugby. «Stephen Neil, le représentant de la World Rugby, qui avait effectué une visite en Algérie à l'occasion du tournoi national que nous avions organisé en janvier dernier, avait dès lors présenté un rapport favorable concernant la demande de l'Algérie d'intégrer l'instance internationale», a conclu le président de la FAR.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Atletico-Barça

## Record d'affluence pour un match féminin

QUELQUE 60 000 spectateurs ont assisté hier à un match de football féminin entre l'Atletico Madrid et le FC Barcelone au stade Metropolitano, le club «colchonero» revendiquant un record d'affluence mondial pour une rencontre féminine de clubs à l'approche du Mondial-2019 cet été en France. «Au total, 60 739 spectateurs ont encouragé nos filles et établi le record mondial d'affluence pour un match féminin de clubs», a écrit l'Atletico dans un communiqué. Cette affluence dépasse celle du match mythique entre le club de «Dick, Kerr's Ladies» et celui de «St. Helen's Ladies», en 1920 à Goodison Park, le stade d'Everton en Angleterre (jusqu'à

53 000 spectateurs, selon diverses sources), ainsi que la finale du championnat mexicain féminin entre Monterrey et Tigres en 2018 (51 211). Si on prend aussi en compte le football de sélections, la finale du Mondial féminin en 1999 remportée par les Etats-Unis face à la Chine avait attiré 90 185 personnes au Rose Bowl de Pasadena (Californie), un record absolu. En Espagne, la marque établie hier efface le record établi cet hiver lors d'un match de Coupe de la Reine entre l'Athletic Bilbao et l'Atletico Madrid au stade San Mamés de Bilbao (Pays basque) : 48 121 avaient assisté à cette rencontre le 30 janvier. **R. S.**

El Tarf/ADE Bouhadjar

## Arrestation de trois fonctionnaires pour détournement de deniers publics

LES SERVICES de la police judiciaire de la daïra de Bouhadjar (El Tarf) ont mis fin aux agissements de trois fonctionnaires exerçant au sein de l'annexe de l'Algérienne des eaux (ADE) de Bouhadjar, impliqués dans le détournement de deniers publics, a-t-on appris, hier, du chargé de communication à la sûreté de wilaya. Agissant sur la base de plaintes émanant d'abonnés, faisant état de détournement de factures payées, les services de police ont aussitôt déclenché une enquête qui a abouti à l'arrestation de trois présumés coupables, une femme et deux hommes, exerçant en tant que

préposés au guichet et caissier, a précisé le commissaire, Mohamed-Karim Labidi. Les préposés au guichet encaissaient les factures des clients, a-t-on fait savoir, soulignant que le préjudice dans cette affaire s'élève à plus de 500 000 dinars. Présentés devant le magistrat près le tribunal de Bouhadjar, les deux préposés au guichet ont été placés sous contrôle judiciaire pour «détournement de deniers publics», alors que le caissier, poursuivi pour «non dénonciation de crime», a été mis en liberté provisoire, a ajouté la même source. **M. O.**

Oran

## Démantèlement d'un réseau national spécialisé dans la fausse monnaie

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale d'Oran ont démantelé, dernièrement, un réseau national spécialisé dans la falsification et le trafic de monnaies nationale et étrangère, comme ils ont arrêté cinq membres de ce réseau, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité.

Agissant sur des informations parvenues à la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Es Sénia faisant état de la présence d'individus qui falsifiaient la monnaie nationale avant de la mettre en circulation sur le marché national, des investigations ont été menées par les brigades

de Tafraoui et d'Oued Tlelet, aboutissant au démantèlement de ce réseau national.

L'enquête approfondie a permis l'arrestation de cinq suspects et la saisie d'un montant de plus de 3 millions DA en fausses coupures de 2 000 DA et 38 500 de faux euros sous forme de billets de 50 euros, en vue de les écouler sur les marchés, a-t-on précisé.

Les enquêteurs ont aussi saisi du matériel et des équipements informatiques utilisés pour la falsification. Les prévenus seront présentés devant la justice, a-t-on ajouté. **Mahi Y.**

## Les manifestations en France marquées par la violence



Djamel Belmadi, sélectionneur national

## «La convocation de Mbolhi n'était pas prévue»

■ Est-ce la fin de carrière internationale du gardien de but de l'équipe nationale, Rais Ouahab Mbolhi, qui faisait l'unanimité jusque-là au sein des fans des Verts et même des observateurs avérés de la balle ronde nationale depuis plus de dix ans ?

Par Imad M.

Il semble qu'on se dirige droit vers une fin de cycle pour ce gardien, si l'on tient compte des déclarations du sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui a souligné, lors de la conférence de presse tenue hier au Centre des équipes nationales de Sidí Moussa, qu'il ne pensait pas lui faire appel même avant qu'il n'apprenne sa blessure. «Rais M'Bolhi n'était pas prévu sur la liste avant même sa blessure», a avoué Belmadi qui n'a pas expliqué les raisons de cette décision même s'il dira, après insistance du parterre de journalistes, qu'il souhaitait donner une chance à d'autres éléments et voulait donc voir d'autres joueurs. C'est pour la même raison aussi qu'il n'a pas fait appel au meneur du FC Porto, Yacine Brahimi, ajoutant qu'il avait pris cette décision en concertation avec lui. «La non convocation de Brahimi pour la 4<sup>e</sup> fois est un non-événement. Cela a été fait en accord avec lui. Il a connu une saison éprouvante. Il y a aussi l'envie de voir d'autres joueurs à son poste», a-t-il relevé. Il dira de même du milieu de terrain du club allemand de Shalk 04, Nabil Bentaleb, qu'il dit connaître aussi et préfère donc opter pour des éléments qu'il souhaite découvrir. Répondant à des questions sur son choix de la liste qu'il a convoquée, il a affirmé avoir préféré faire l'impasse sur la convocation de Benzia et

Slimani car ils ont des problèmes en club et voulait avoir des joueurs comme doublures qui soient compétitifs.

Pour le coach national, l'essentiel est que les 26 présents lors de ce stage qui précédera les deux matchs face à la Gambie et la Tunisie en amical auront du temps de jeu important et c'est cela l'objectif. Il regrette, par ailleurs, la défection du défenseur de l'USMA, Chita, et qui pose problème, selon lui, même s'il peut compter sur le petit Boudaoui du PAC, de même que Taïder qui revient en sélection. Belmadi pense, en outre, que les deux matchs face

à la Gambie et à la Tunisie seront décisifs pour la liste des 23 pour la CAN, même «si on suit jusqu'à la fin de la saison la forme des joueurs». Le coach des Verts pense que le match de la Gambie sera un très gros test et c'est ce genre de matchs qui l'intéresse, sachant qu'il sera sans enjeu et que les joueurs évolueront sans aucune pression. Le sélectionneur des Verts ne se précipite pas et estime qu'il lui reste encore du travail avant la CAN. «On verra après la Tunisie où nous en sommes pour avoir une idée de ce qu'il faut encore travailler», a-t-il noté. **I. M.**

Béjaïa

## Reprise des travaux du gazoduc de Melbou

LES OPPOSITIONS citoyennes se manifestant depuis 15 ans au passage du gazoduc 8 pouces à Melbou sont enfin levées. L'entreprise chargée de réaliser le gazoduc devant relier Melbou à Ziam Mansouriah a été entamé ces derniers jours. Les propriétaires des terrains concernés par le tracé ont finalement été convaincus de lever leur veto et permettre aux travaux bloqués, pour rappel, depuis 15 années. Plus de 2 000 foyers à Melbou sont concernés par le raccordement au réseau de gaz naturel à partir de ce gazoduc ainsi que 2 000

autres au niveau de Ziam Mansouriah. L'entreprise en charge de cette opération devrait renforcer son chantier en moyens humains et matériels en vue d'accélérer la cadence des travaux, a-t-on appris. C'est une nouvelle qui a été bien accueillie par la population locale. Notons que le taux de pénétration en gaz de ville à Béjaïa est d'à peine 52%. Il peine à décoller à cause des oppositions, ne cesse-t-on d'expliquer. L'objectif fixé est d'atteindre dans les prochains mois un taux de 87%. **H. C.**